

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Direction de l'Aménagement des Territoires
et de la Transition Écologique

Service Prévention des Risques et Industries
Extractives

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARA (DDC)

ZI de Dégrad des Cannes
BP 10227
97300 Cayenne

Références : ATTE/PRIE/PRA/SDH/2025/512
Code AIOT : 0006900015

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2025 dans l'établissement SARA (DDC) implanté ZI de Dégrad des Cannes 97354 Remire-Montjoly. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre de la visite périodique obligatoire des établissements classés Seveso seuil haut, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Elle s'est également articulée autour de plusieurs actions nationales prioritaires (AN25) portées par le ministère :

- Action nationale PFAS : vérification de la présence de substances per- et polyfluoroalkylées dans les installations, notamment les émulseurs ;
- Action nationale "perte d'utilité" : évaluation de la capacité du site à maintenir ses fonctions critiques en cas de coupure de l'alimentation électrique ;

La thématique déchets a également été vérifiée dans le cadre de la mise en œuvre du décret "8 flux" du 10 mars 2016 : vérification des modalités de tri et de traçabilité des déchets, en particulier les déchets dangereux, pour répondre aux enjeux de gestion des risques chroniques.

Enfin, l'inspection a inclus un test en conditions réelles d'une Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) liée au scénario de détection gaz sur une sphère de stockage, afin de vérifier l'efficacité de la mise en sécurité automatique, en lien avec les risques d'accidents majeurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARA (DDC)
- ZI de Dégrad des Cannes 97354 Remire-Montjoly
- Code AIOT : 0006900015
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt SARA de Dégrad des Cannes réceptionne par navires pétroliers des hydrocarbures de la raffinerie SARA de Martinique. Ces hydrocarbures (essence sans plomb, gazole, jet A1, butane, GPL et fioul lourds) sont stockés sur le site avant d'être distribués dans toute la Guyane. Le site dispose d'une chaîne d'emplissage de bonbonnes de gaz.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AN25 « perte d'utilité »
- Risques toxiques
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Séparation des déchets	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 57	Demande d'action corrective	1 mois
13	Maîtrise des pollutions accidentelles - rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction du PFOS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
2	Interdiction du PFHxS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
3	Interdiction à venir du PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
4	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
5	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
6	Interdiction à venir du PFHxA	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27	Sans objet
9	Traçabilité déchets (registre, quantité,	Code de l'environnement du 12/02/2020, article L.541-7-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	origine, destination...)		
10	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
11	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
12	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
14	Test MMRI: déclenchement détection gaz sur sphère T9	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier la conformité du site dans le cadre de la visite périodique Seveso et des actions nationales 2025 (PFAS et perte d'utilité).

Les constats montrent une bonne maîtrise des risques accidentels, notamment via le test réussi d'une MMR (détection gaz / mise en eau). Concernant les PFAS, les analyses présentées sont conformes aux seuils réglementaires, avec un plan de remplacement engagé et suivi. La gestion des utilités, notamment électriques, repose sur des moyens redondants et des procédures éprouvées, avec un projet de renforcement d'autonomie d'ici fin 2025. La gestion des déchets est globalement conforme, bien que des améliorations sur le tri et l'étiquetage aient été signalées.

Aucun écart majeur n'a été relevé. L'exploitant montre une bonne connaissance des exigences réglementaires et une implication dans l'amélioration continue de la sécurité

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport d'analyse indiquant une teneur en PFOS de 0,02 ppm dans un émulseur, soit une valeur inférieure au seuil réglementaire de 10 ppm (10mg/kg) . La situation est conforme dans l'attente du retrait complet de l'émulseur concerné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdiction du PFHxS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement
--

2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Vérification de la teneur en PFAS dans les émulseurs. Si l'émulseur contient du PFOS : Utilisation interdite. L'exploitant devra substituer et traiter les émulseurs (cf. détails dans la note de cadrage). La présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces est possible en-deçà de 10 mg/kg.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport d'analyse indiquant une teneur en PFHxS de 0,02 ppm dans un émulseur, soit une valeur inférieure au seuil réglementaire de 0,1 ppm . (ou 0.1 mg/kg) La situation est conforme dans l'attente du retrait complet de l'émulseur concerné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction à venir du PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.
Constats : L'exploitant a signalé des difficultés à identifier une filière d'élimination adaptée pour les déchets contenant du PFOA, particulièrement en Guyane. La dérogation de six mois à l'échéance réglementaire, partagée par l'inspection, est justifiée par cette contrainte et confirmée par la participation de l'exploitant à des groupes de travail sur le sujet. Une analyse fournie par l'exploitant indique une teneur en PFOA inférieure à 0,02 mg/kg (soit 20

ppb), très en deçà du seuil réglementaire. La situation est conforme dans l'attente du remplacement complet de l'équipement concerné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique qu'aucun stock de PFOA pur n'est présent sur le site. Les 20 m³ d'émulseur actuellement sur place (site DDC) sont contenus dans les skids en service, sans stockage distinct de la substance. La situation est donc conforme aux exigences de notification des stocks.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; - les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/1021.</p>
Constats :

Non concerné, cette substance n'est pas présente sur le site SARA DDC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Interdiction à venir du PFHxA

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
Constats : <p>Non concerné, cette substance n'est pas présente sur le site SARA DDC.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance et vérifications périodiques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant définit et met en œuvre un programme de maintenance et de vérifications périodiques des équipements, installations et dispositifs techniques concourant à la sécurité des installations. Ce programme prend en compte les recommandations des constructeurs, les normes applicables, les règles de l'art ainsi que les résultats des analyses de risques.</p>
Constats : <p>Le rapport de vérification annuelle des installations électriques, réalisé par l'APAVE le 17 juin 2024, a été présenté en séance. Il comporte 31 préconisations mais aucune non-conformité n'a été relevée. La prochaine vérification est planifiée pour le 23 juin 2025. Situation conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, TITRE VII-3 : DÉCHETS
Prescription contrôlée :

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. En particulier, les déchets dangereux sont stockés séparément des autres catégories de déchets.

Constats :

L'exploitant assure la traçabilité des déchets dangereux via le registre Trackdéchets, et un suivi interne est en place pour les déchets non dangereux. Le décret "8 flux" est respecté pour les flux concernés sur le site. Lors de la visite de terrain, les bennes étaient globalement bien séparées, mais certains manquements ont été observés : étiquetage absent sur certaines bennes et non-conformité de tri (présence d'une bâche plastique noire dans la benne à bois). Un rappel des consignes de tri et une uniformisation de l'étiquetage sont à prévoir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Traçabilité déchets (registre, quantité, origine, destination...)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/02/2020, article L.541-7-I

Thème(s) : Risques chroniques, Titre IV: déchets

Prescription contrôlée :

I.-Les personnes qui produisent, importent, exportent, traitent, collectent, transportent ou se livrent à des opérations de courtage ou de négoce des déchets tiennent à disposition de l'autorité administrative toutes informations concernant :

1° La quantité, la nature et l'origine des déchets qu'elles produisent, remettent à un tiers ou prennent en charge ;

2° La quantité de produits et de matières issus de la préparation en vue de la réutilisation, du recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets ;

3° Et, s'il y a lieu, la destination, la fréquence de collecte, le moyen de transport et le mode de traitement ou d'élimination envisagé pour ces déchets.

Ces informations sont déclarées à l'autorité administrative pour :

a) Les déchets dangereux ;

b) Les déchets contenant des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou contaminés par certaines d'entre elles ;

c) Les installations d'incinération et de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

d) Les installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet.

Constats :

À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté en séance le bordereau Trackdéchets BSD-20240223-MQXVVF4P, relatif à l'évacuation de 27 tonnes de mélange hydrocarbure. Le bordereau, émis le 23/09/2024, est encore en statut "en attente" (awaiting_group). Le déchet provient de travaux de déplacement de tuyauterie au niveau de l'appontement, réalisés fin 2023 conformément au PAC validé par l'Inspection.

La traçabilité complète a été démontrée : registre présenté, localisation actuelle du déchet connue. Le transporteur est SGVD, avec pour destinataire final SGVD-Dieuze (Euro-Dieuze-Industrie).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
Constats : En cas de perte de l'alimentation EDF, le site dispose d'un groupe électrogène (GE) de location de 400 kVA, plus puissant que le GE de 300 kVA initialement prévu. Ce groupe permet d'assurer l'alimentation des équipements critiques : éclairage, bureaux, motopompes, et une des pompes du site. Un système de délestage est opérationnel, permettant de désactiver certaines installations non prioritaires. Ainsi, les gros compresseurs sont automatiquement arrêtés, tandis que les petits compresseurs nécessaires à la sécurité restent en service. La procédure en cas de coupure prévoit une mise en sécurité immédiate de l'ensemble du site, suivie d'une remise en route manuelle des installations jugées prioritaires, conformément à un document de procédure consulté sur place. Cette procédure est bien connue du personnel, formé, habilité aux interventions sur les installations électriques et encadré via un système de compagnonnage, garantissant la robustesse et la fiabilité de l'intervention en situation réelle. Le site dispose également de quatre onduleurs autonomes, assurant la continuité de fonctionnement de systèmes critiques. Des consignes de sécurité et d'exploitation sont affichées dans les locaux techniques, dans la salle de contrôle, sur le réseau HUB-MI, ainsi que directement sur le groupe électrogène, comme vérifié lors de la visite terrain. Le GE est testé de manière hebdomadaire, ainsi qu'après 150 heures de fonctionnement, ce qui témoigne d'un suivi rigoureux. La présence d'un réseau de détection a été confirmée, tout comme celle des dispositifs de secours. La cuve de fioul alimentant le groupe électrogène a été localisée, et l'exploitant a pu expliquer les conditions de réapprovisionnement en cas de besoin. Enfin, la cohérence entre les moyens identifiés et les besoins essentiels du process a été vérifiée sur le terrain, de même que la connaissance du personnel, jugée satisfaisante et conforme. En cas de mise en situation couplée à un exercice POI, les délais de bascule vers le mode dégradé ont été conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des

<p>paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un programme de maintenance garantissant la maîtrise des procédés, explicité en séance selon les dispositifs en place (location actuel et situation classique avec GE SARA). Les éléments présentés en séance montrent une situation conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Plan d'action (6)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art 56« Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'est engagé dans un plan d'action visant à renforcer l'autonomie énergétique du site. Il prévoit l'acquisition d'un groupe électrogène de 700 kVA, permettant d'assurer une autonomie totale en cas de coupure EDF. La mise en service est prévue pour fin 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Maîtrise des pollutions accidentelles - rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de confinement adaptées pour éviter toute pollution du sol, des eaux ou de l'atmosphère en cas de fuite accidentelle de substances dangereuses. Cela comprend notamment des systèmes de rétention, d'isolement ou de drainage sécurisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de terrain, il a été constaté qu'un isotank n'était pas positionné sur une rétention adaptée, alors que sa vanne permet d'assurer le transfert ou remplissage depuis le séparateur à</p>

<p>proximité (vidange du séparateur/débourbeur via une pompe). Conformément à l'article 26 de l'arrêté du 4 octobre 2010, cette zone de transfert (a minima la zone de la vanne) doit être sécurisée pour prévenir tout risque de pollution accidentelle du sol ou des eaux.</p> <p>Par ailleurs, le moteur de la pompe du séparateur est installé dans une rétention qui ne semble pas étanche, une obstruction étant visible. L'exploitant devra s'assurer de la conformité et de l'étanchéité effective des dispositifs de rétention et, le cas échéant, procéder aux adaptations nécessaires pour garantir la protection de l'environnement en cas de fuite.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Test MMRI: déclenchement détection gaz sur sphère T9

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à l'épreuve des moyens de maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant vérifie périodiquement le bon fonctionnement des MMR. Il réalise, à une fréquence appropriée, des tests en conditions représentatives de fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déroulé en présence de l'inspection la procédure complète de détection gaz sur la sphère T9 contenant du Butane. Un apport manuel de gaz sur un détecteur a permis de déclencher l'alarme. Chaque étape du scénario de mise en sécurité a pu être observée.</p> <p>L'activation automatique de l'arrosage de la sphère T9 a été constatée, avec fonctionnement conforme de l'ensemble des buses. Par effet de prévention, la sphère T10 (Butane) a également été mise sous eau de manière automatique.</p> <p>Un inspecteur était en salle de contrôle, afin de suivre le bon déroulement des automatismes, tandis qu'un autre était sur le terrain pour constater le démarrage effectif des dispositifs et leur bon fonctionnement.</p> <p>L'ensemble du test s'est déroulé de manière conforme, attestant du bon fonctionnement des moyens de maîtrise des risques liés à ce scénario.</p>
Type de suites proposées : Sans suite